

## Hugo Chavez, l'élu du petit peuple vénézuélien

Le président vénézuélien, au pouvoir depuis 1999, devrait être réélu dimanche. Dans son fief, la ferveur populaire ne faiblit pas. En dépit de la pauvreté.



SABANETA (envoyé spécial). – Ils ont marché sous le soleil sur plusieurs kilomètres, entre les champs de canne à sucre et les files de véhicules couverts de slogans, pour pouvoir l'approcher. Quand le commandant Hugo Chavez monte enfin sur l'estrade, Briceida, née parmi les sympathisants vêtus de rouge, pleure presque. «Je ne l'avais jamais vu de si près!».

La jeune femme, native comme le président vénézuélien de la ville de Sabaneta, porte le tee-shirt des cours du soir gratuits grâce auxquels elle peut enfin terminer ses études secondaires. Elle fait partie des millions de bénéficiaires des multiples «missions», ces plans sociaux financés par les rentrées pétrolières du pays, cinquième exportateur mondial de brut, qui contribuent à la popularité du chef d'État «révolutionnaire».

Depuis l'estrade, Hugo Chavez prêche son «socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle» en pays conquis. Dans sa course électorale aux inaugurations, qui a inclus depuis octobre plusieurs mètres et un pont sur l'Orénoque, il vient ce jour-là ouvrir la première phase d'un complexe agro-industriel, sous les acclamations de paysans de toute la région.

«Cela faisait des années que nous luttons pour la terre, nous campions sous des bâches», explique Eduardo Guerrero. Avec une



Pauvreté et corruption n'empêcheront pas le petit peuple vénézuélien de voter pour Hugo Chavez.

centaine d'autres familles, lui et les siens se sont organisés en coopératives pour récupérer, avec l'appui des autorités, près de 1800 hectares inexploités. Selon le pouvoir, 1,2 million d'hectares auraient ainsi été redistribués cette année

### La corruption persiste

«Grâce à Dieu, qui nous a donné ce président, nous pouvons enfin travailler», continue Guerrero. Non sans mal : un de leurs compagnons a été abattu il y a deux ans, comme d'autres militants des sans-terre. Et une fois la propriété acquise, «nous n'avons que nos mains pour la travailler» : un tracteur irano-vénézuélien, promesse du pouvoir, n'est arrivé qu'après deux récoltes. Pire : les terrains récupérés ont été, à leur tour, envahis par d'autres sans-terre.

La même improvisation semble régner à Sabaneta, dont le maire, Anibal, est frère du président. Les rues empuanties par les déjections des égouts mènent à un centre de soins gratuits flambant neuf, tenu comme dans tout le pays par des spécialistes cubains, et qui fait parfois doublon avec l'hôpital public tout proche. «Les Cubains nous ont bien aidés», raconte Ze-noba, chaviste convaincue qui accompagne depuis trois jours sa mère, hospitalisée pour une pneumonie.

Dans la salle d'attente, la mère d'un bébé asthmatique se prépare à repartir avec ses médicaments dans son quartier de La Isla, un des plus pauvres de la petite ville. Miriam Guerra, mère célibataire de dix enfants, ne tarit pas d'éloges sur le «président du peuple» qui a remplacé sa cahute de planches par

une petite maison en dur. «Pour la première fois, tous les Vénézuéliens reçoivent leur goutte de pétrole», sourit-elle.

Mais la pluie de pétrodollars ne s'abat pas que sur les 60% de pauvres que compterait encore le pays, selon l'Unesco. L'absence d'appels d'offres pour certains marchés publics et la pratique du bakchich «jusqu'au plus petit niveau», selon un employé municipal pourtant chaviste, confirment que les pratiques de corruption persistent. Dans la foule de Sabaneta, une affiche avertit le président : des travaux d'électrification ont été payés mais jamais réalisés dans un hameau proche. Mais le manifestant votera tout de même pour le commandant : «Il est juste mal entouré».

Michel TAILLE.

## Irak : des rapports alarmants font douter Bush

Le délabrement de la situation sécuritaire en Irak vient d'être confirmé par plusieurs études dont George Bush a été destinataire.

Nouri Al-Maliki, le président irakien, est-il bien l'homme de la situation ? George Bush en serait de moins en moins convaincu. Il aurait même de sérieux doutes sur son compte, depuis que le pourrissement dramatique de la situation ne peut plus être occulté. D'ailleurs, les médias américains, le *New York Times* et la télévision *NBC* en tête, n'hésitent plus à parler de «guerre civile» en Irak, faisant fi des objections de la Maison Blanche et rejetant sa rhétorique apaisante.

Les doutes de Bush quant aux capacités de Maliki s'ajoutent à la cascade de rapports alarmants qui ont atterri, ces derniers jours, sur le bureau du président américain. Un rapport du service de renseignement du Corps des marine reconnaît que l'armée américaine «ne peut rien faire pour mater» la rébellion dans l'ouest irakien et qu'à moins d'y déployer au moins 15 000 hommes, la province insurgée d'Al-Anbar va passer sous contrôle de l'insurrection et des miliciens A'al-Qaïda. Un autre rapport,

dévoilé par le *New York Times*, le 25 novembre, démontre que la rébellion s'autofinance grâce aux trafics (le pétrole rapporterait ainsi 200 millions de dollars) et à la corruption.

Ce document souligne que les sources de financement des insurgés irakiens sont «indépendantes des sources étrangères». Les fonds seraient désormais suffisamment élevés pour soutenir les activités de la guérilla et même pour financer des activités terroristes en dehors de l'Irak. L'état des forces de sécurité irakienne est également surestimé et les Américains ont découvert que sur les six brigades de combat irakiennes qui devaient sécuriser Bagdad, seules deux étaient opérationnelles. D'où le redéploiement de 16 000 GI's de la province d'Al-Anbar vers la capitale.

Ces rapports alarmants confortent les militaires américains dans leur opinion qu'un nouvel effort humain et financier est nécessaire

pour l'emporter en Irak. Ils confortent tout autant les partisans d'un retrait. La guerre en Irak est l'une des «erreurs les plus grossières» jamais commise par un président américain, a estimé mardi l'ancien président démocrate Jimmy Carter. «La situation en Irak n'est pas acceptable et il va falloir qu'il y ait du changement», a déclaré sur *Fox News* Trent Lott, futur numéro deux des républicains au Sénat, alors que le sénateur démocrate Dick Durbin demandait, lui, de fixer un ultimatum aux Irakiens et de leur dire que «l'Amérique ne va pas rester là indéfiniment».

■ Le mouvement du chef radical chiite Moqtada Sadr a suspendu, hier, sa participation au gouvernement d'union nationale. Moqtada Sadr, un adversaire résolu de l'occupation américaine en Irak contrôle 5 ministères et compte 30 députés au Parlement irakien. Il dirige aussi l'armée du Mahdi, la plus importante des milices irakiennes.

## Canada : ce short qui choque les religieux

A Montréal, une synagogue a obtenu qu'une salle de sport givre ses vitres, par souci de discrétion. La mesure divise la société québécoise.

MONTREAL (correspondance). – C'est un centre sportif comme il en existe des dizaines à Montréal. Il propose des cours d'aérobics et de fitness. Au 2<sup>e</sup> étage, des femmes en short s'exercent au yoga derrière des fenêtres désormais noircies. Voilà quelques semaines, la synagogue voisine, qui fait aussi office d'école pour jeunes juifs hassidiques, a obtenu que les vitres soient remplacées par des carreaux teintés. De la cour de leur école, les jeunes auraient pu voir les jambes des femmes, vision jugée provocante par cette très fervente communauté. Elle a obtenu gain de cause. Mais elle n'avait pas prévu la levée de boucliers qui a suivi.

Très vite, les membres du centre sportif se sont indignés. «On nous lance le message qu'on représente la tentation et qu'il faut donc se cacher», tempête René Lavillante, l'instigatrice d'une pétition contre les fenêtres opaques. «On ne fait pas du porno, on n'est pas nues», réagit une autre utilisatrice. Rapidement, la nouvelle a provoqué réactions en chaîne et tribunes à la une des journaux. Usagers, politologues ont pris part au débat. Même des membres éminents de la communauté juive montréalaise se sont prononcés contre la décision du centre sportif.

### Voile islamique et poignard sikh

Si l'affaire émeutnant, c'est qu'elle remet sur la sellette une notion essentielle au Canada, celle de «l'accommodement raisonnable». Le droit de libre expression, en particulier celui d'expression religieuse, est sacré ici. «On ne peut y toucher, sauf pour des raisons très graves», explique Pierre Ancil, un



La communauté juive montréalaise, (ici des orthodoxes) est divisée sur la décision de givrer les fenêtres d'une salle de sport, à la demande de juifs hassidiques.

universitaire. Chaque institution a dès lors obligation de trouver, au cas par cas, des arrangements «raisonnables» pour le garantir. Ainsi, au nom de ce principe, les filles peuvent porter le voile islamique à l'école depuis des années. «Si elles devaient aller dans une école privée à cause de leur voile, il s'agirait d'une atteinte discriminatoire», explique Pierre Bosset, de la Commission des droits de la personne du Québec. De la même façon, des policiers sikhs ont été autorisés à porter le turban à la place de la casquette réglementaire.

Ces concessions ont toujours été bien acceptées dans un pays traditionnellement très ouvert à l'immigration. Mais il semble qu'une étape de trop a été franchie en mars, lorsque la Cour suprême, plus haute instance judiciaire canadienne, a autorisé un enfant à porter le kirpan, un poignard religieux sikh, à l'école. Tolérance exemplaire ou porte ouverte à tous les extrémismes ? Le grand souci, c'est

qu'aucun texte juridique n'indique jusqu'où aller pour accommoder les groupes religieux. Un projet de tribunal islamique, parallèle au système de droit commun, a failli voir le jour dans la province de l'Ontario, avant d'être abandonné...

Désormais, il ne se passe pas une semaine sans qu'un cas problématique ne soit rendu public. Il y a quelques jours, c'est le journal interne de la police québécoise qui recommandait aux policiers de rester en retrait lors d'opérations auprès de juifs hassidiques. «Il ne faudrait pas que l'accommodement raisonnable devienne un passe-pour limiter la liberté d'autrui», commente Clairandré Cauchy, en charge de la question au *Devoir*, un grand quotidien d'opinions. La Commission des droits de la personne du Québec s'approprie d'ailleurs à engager le débat pour tenter de dégager des balises claires.

Marie-Morgane LE MOËL.

## 100<sup>e</sup> jour de grève dans les hôpitaux palestiniens

La suspension de l'aide financière internationale au gouvernement du Hamas a paralysé les hôpitaux palestiniens. Le personnel, qui n'est plus payé, est en grève.

NAPLOUSE (correspondance). – «Si on fermait complètement, au moins on n'utiliserait pas d'électricité.» Humour du désespoir. Les pas du directeur résonnent dans des couloirs vides de l'hôpital. On y soigne encore des cas graves, mais plus pour longtemps : le durcissement de la grève a été voté. Depuis cent jours, le personnel hospitalier a cessé le travail, car 170 000 fonctionnaires palestiniens ne reçoivent plus leurs salaires, depuis la suspension de l'aide financière internationale au gouvernement dirigé par le Hamas.

Naplouse, hôpital Rafidia. La plupart des lits sont inoccupés. Les visiteurs cherchent de rares blouses blanches, comme ces parents munis des radios d'une jambe cassée de leur bébé. Ou Mahmoud qui soutient sa femme en larmes, inquiète pour sa grossesse. Chef des urgences, Khaled Qadri est un chef de file de la grève : «Nous avons dé-

cidé de ne plus recevoir personne, même en cas d'urgence.» Un service minimum persiste en chirurgie : une infirmière veille sur un homme défiguré d'une plaie par balle. Où irait-il si Rafidia fermait ses portes ?

### Le dispensaire du Hamas

À l'autre hôpital de Naplouse, Al-Watani, le service de dialyse fonctionne en capacité réduite. Sous un portrait d'Arafat, le directeur se désole : «Dès avril, nous manquons d'antibiotiques et d'oxygène, car les ONG qui nous fournissent sont américaines». Les dispensaires subventionnés par des bailleurs absents n'ont pas été remplacés. Avant 2000, début de la deuxième Intifada, Naplouse était un fleuron de l'économie palestinienne. Un rapport du Comité International de la Croix-Rouge fait aujourd'hui état d'une situation «considérablement aggravée» depuis 2002, met-

tant notamment en cause la barrière de séparation israélienne et les restrictions de circulation. La grève du service public aggrave cette paupérisation.

«L'arrêt des traitements des patients chroniques, l'achat de médicaments à l'unité et le report d'opérations chirurgicales sont des indicateurs de grande pauvreté», explique Régis Garrigue, responsable de mission Médecins du Monde en Palestine depuis 6 ans. «La maternité constate une hausse des bébés prématurés», confirme Andrés Romero, coordinateur de mission Médecins Sans Frontières. «Certaines naissances ne sont même pas enregistrées, faute de personnel. Nous sommes inquiets pour les vaccinations.»

À la maison des jeunes, Ayman Al Shaka'a fait le compte : «Chaque jour, des malades viennent demander de l'aide. Les hôpitaux étant fermés, il ne leur reste plus

que les cliniques privées. Mais une consultation à 10 € représente jusqu'à dix fois le prix public, c'est plus que le salaire quotidien d'un ouvrier.»

Reste une solution : les islamistes. Au dispensaire du Hamas, flambant neuf et suréquipé, les patients attendent leur tour en regardant les dernières nouvelles du monde arabe sur écran plasma. Cinq cents personnes par jour viennent se faire soigner ici pour 2 € et 20% de réduction sur les médicaments. «Nous ne refusons aucun patient, et cherchons l'argent après», assure la direction. «Faux», témoigne Khaled. Je suis venu pour une blessure à la tête, on m'a dit que l'assurance devait d'abord s'engager à payer. «Ils ont la meilleure offre de soins, mais mélangent santé et politique», regrette un spécialiste du privé.

Éléonore de NARBONNE.

## Le monde en bref

### Des parlementaires mexicains font le coup de poing

Empoignade, hier, à Mexico, entre des parlementaires de la gauche et de la droite à 48 heures de l'investiture du président de droite élu, Felipe Calderon. Les coups de poing sont tombés lorsque les députés de droite ont réussi à s'emparer de la tribune par surprise pour empêcher que les députés de gauche s'y installent pour boycotter la cérémonie d'investiture de Calderon. Le candidat de gauche, Andres manuel Lopez Obrador, se déclare toujours «président légitime» et accuse Calderon de tricherie.

### Adhésion de la Turquie : pourparlers suspendus

La Commission européenne a recommandé, hier, une suspension partielle des pourparlers d'adhésion avec la Turquie (8 des 35 chapitres en négociation). Objet du litige : l'absence d'accord sur l'ouverture des ports turcs aux navires chypriotes. Ankara refuse toujours d'appliquer à la République de Chypre (qu'elle ne reconnaît pas) le protocole dit d'Ankara qui étend son union douanière avec l'Union aux dix États entrés dans le bloc européen en 2004. Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a qualifié cette recommandation de Bruxelles «d'inacceptable». Chirac l'a approuvée. Les ministres des Affaires étrangères de l'Union prendront une décision sur ce dossier le 11 décembre, avant le Conseil européen prévu trois jours plus tard.

### Un journaliste chinois Plume d'or 2007

Le journaliste chinois Shi Tao s'est vu décerner la Plume d'or 2007, prix annuel de la presse de l'Association mondiale des journaux. Il purge actuellement dix ans de prison pour «divulgaration de secrets d'Etat». Shi Tao avait envoyé un courriel sur les restrictions imposées aux médias à l'approche du 15<sup>e</sup> anniversaire des massacres de la place Tien an Men en 2004. Son courriel avait été intercepté par plusieurs portails Internet étrangers, mais aussi par les autorités chinoises, avec l'aide d'un fournisseur de services Internet.

### Le pape accentue ses gestes envers les musulmans



Le pape s'est rendu à Ephèse dans la maison de Marie.

Benoît XVI a lancé, hier, un nouvel appel à la paix au Proche-Orient à l'occasion du deuxième jour de son voyage en Turquie. Il a célébré une messe à la Maison de Marie, à Ephèse, devant 300 fidèles (notre photo). Le pape a rappelé que Marie, vénérée par les chrétiens comme étant la mère de Jésus, était également «aimée et vénérée par les musulmans». Dans son homélie, il a aussi évoqué le prêtre italien, Andrea Santoro, assassiné en février dernier à Trabzon. Benoît XVI s'est ensuite envolé pour Istanbul pour se rendre au patriarcat de Constantinople. Après une cérémonie religieuse à l'église Saint-Georges, il a eu un premier échange avec le patriarche Bartholomée Ier qui était venu l'accueillir à l'aéroport.

■ **Minorités religieuses.** Le président turc Sezer a opposé son veto à un projet de loi accordant des droits de propriété aux minorités religieuses de Turquie (grecques-orthodoxe, arménienne, syrienne). Il l'a fait au nom du principe de laïcité en vigueur dans le pays, s'opposant ainsi aux demandes formulées par l'Union européenne.

### Castro absent de son anniversaire

L'état de santé de Fidel Castro ne lui permet pas d'assister au début des festivités marquant son 80<sup>e</sup> anniversaire. 1 500 invités sont attendus à Cuba, dont les présidents bolivien (Evo Morales) et haïtien (René Préval) ainsi que le président du Nicaragua, Daniel Ortega.

### Grande-Bretagne : la retraite portée à 68 ans

La loi réformant les retraites en Grande-Bretagne a été publiée hier. L'âge de départ, ou plutôt l'âge à partir duquel on peut toucher une pension d'État, actuellement de 65 ans pour les hommes, va être progressivement porté de 60 à 65 ans pour les femmes entre 2010 et 2020. Cet âge sera ensuite élevé, par paliers, pour tout le monde, à partir de 2024, pour atteindre 68 ans en 2046. Par ailleurs, la pension ne sera plus indexée sur la hausse des prix, mais sur l'augmentation des revenus, à compter de 2012, ce qui est plus avantageux. Enfin, les années passées par les femmes à élever leurs enfants seront désormais comptées comme des années de travail.

### Kaboul : la France maintient 1 100 hommes

Pour l'Otan, dont le sommet s'achevait hier à Riga, l'Afghanistan reste «la priorité essentielle». Face à la dégradation de la situation, il a été décidé de donner plus de moyens et de souplesses aux forces déployées sur le terrain. La France, tout en maintenant son contingent à 1 100 hommes dans la région de Kaboul, en renforcera la capacité de combat avec des éléments capables d'aller, au cas par cas, prêter main forte à des alliés dans d'autres régions en cas d'urgence extrême.

### Entreprises : Microsoft sort ses nouveaux logiciels

Microsoft sort, ce jeudi, son nouveau système d'exploitation sur PC, *Windows Vista*, la dernière mouture de sa suite de logiciels de bureau à destination des entreprises. Les particuliers devront attendre le 30 janvier. Ce lancement est capital : *Windows* et *Office* représentent 90% des bénéfices de Microsoft et les deux tiers de ses ventes.

## Chirac-Poutine, la rencontre avortée

Qui a eu l'initiative saugrenue d'un projet de dîner entre Vladimir Poutine, Jacques Chirac et la présidente lettone à Riga, juste après le sommet de l'Otan ? Le président français, dont c'était hier l'anniversaire, jure n'y être pour rien. C'est le maître du Kremlin qui aurait eu l'idée délicate de venir souffler avec lui ses 74 bougies, Vaira Vike-Feilberga acceptant d'être l'hôtesse de la rencontre. Celle-ci, finalement, n'a pas

eu lieu. «Pour des raisons pratiques et logistiques», selon l'Élysée. Sans doute aussi à cause de l'effet désastreux produit par la seule annonce d'une visite du patron de la Russie dans une ancienne république soviétique, émancipée du joug de Moscou depuis 1991, et alors que les relations entre Poutine et l'Occident traversent une passe délicate.

J.L.